



Décembre, 2024

L'extrême droite

Nos heures sombres

Jeune Garde
Socialiste



Sommaire

01

L'édito du Président

Carte Blanche

02

04

Cordon sanitaire : un rempart fragile mais essentiel

**L'extrême droite en Europe :
Un retour inquiétant**

05

06

JS de Suède

JS d'Espagne

10

13

Récapitulatif

Edito

Chers lecteurs et lectrices,
À l'aube de la nouvelle année, le Mouvement des Jeunes Socialistes est heureux de vous présenter la nouvelle édition de *La Jeune Garde*. Ce numéro met en lumière les défis, les aspirations et les combats qui animent notre génération, à travers une mosaïque d'articles variés et profonds. Ce magazine se veut un reflet de notre engagement pour une société plus juste, durable et solidaire.

Dans ce contexte, il est impossible de ne pas aborder la menace insidieuse de l'extrême droite. Depuis quelques années, celle-ci gagne du terrain en Europe et ailleurs, captant les peurs et les frustrations de nos concitoyens pour mieux détourner les valeurs démocratiques qui nous sont chères.

La montée des discours de haine, la normalisation du racisme et le rejet de la diversité sont autant de signes alarmants de cette progression qui fragilise notre société et sape les fondements mêmes de notre vivre-ensemble.

Nous, jeunes socialistes, affirmons sans équivoque notre opposition à cette idéologie dangereuse. Face à des discours qui divisent, nous réaffirmons la valeur inestimable de la solidarité et de l'inclusion. Dans un monde où les défis sont partagés - qu'il s'agisse du climat, des droits sociaux ou de l'éducation - il est de notre devoir de combattre les idées rétrogrades et de construire des ponts là où d'autres érigent des murs.

À travers ces pages, vous découvrirez des articles qui s'attaquent aux racines de cette mouvance extrémiste et qui promeuvent une vision de société où la justice sociale et le respect des droits humains priment. Ensemble, défendons un projet où l'écologie et le social se conjuguent, où la politique rassemble et dynamise, et où la jeunesse porte haut et fort ses convictions.

Nous espérons que ce magazine vous inspirera, vous informera et renforcera votre engagement à nos côtés. Ensemble, luttons pour un avenir où la voix des jeunes devient un moteur de changement.

Tanguy Delporte
Président du MJS



Chers électeurs d'extrême-droite,

Nombreux sont ceux qui veulent vous donner des leçons de morale, vilipender votre vote, ou pis encore, vous jeter au visage des quolibets méprisants et moqueurs. Ce n'est pas mon cas, cela ne le sera jamais d'ailleurs. Et selon moi, ceux qui agissent de la sorte, érigent des murs en croyant bâtir des ponts. Ce dédain crée le dédale dans lequel le vivre-ensemble s'éteint, agonisant sur des dalles pour finir en cendres.

Prendre du recul et vous écouter, voilà ce que devraient faire certains, au lieu de se dire dégoûtés par la percée de l'extrême-droite. La peur s'exploite ou s'explique, l'espoir se convoite même chez les plus sceptiques. Le tout est de savoir tendre l'oreille, de noter chaque grief au lieu de le jeter à la corbeille, devant le regard ébahi de l'électeur. Si Trump a gagné, c'est que son discours a trouvé un écho dans la population. Si Trump a gagné, c'est qu'il a su trouver la bonne formulation... hélas, il faut le reconnaître. Mais après le constat, place à l'action !

Je refuse de diaboliser quiconque, de juger quelconque le choix que vous avez fait dans les urnes. Face à votre infortune, vous avez jugé que le politique est resté taciturne, que la tribune pleine de belles paroles a laissé place au silence lointain de la lune. Henri Jeanson disait qu'on ne fait pas de la bonne littérature, avec des bons sentiments. Mais je crois qu'on fait de la grande politique, en évitant les passions tristes et en mobilisant la grandeur d'âme.

L'espoir, l'empathie, l'indulgence, le respect mutuel, l'acceptation de l'autre dans sa différence, l'écoute active,... tout cela doit revenir au centre de la cité. Mes amis, l'histoire nous a prouvé tant et tant de fois que le meilleur peut jaillir de nous, que les fruits de la division sont avariés et que le vivre-ensemble fait pousser des forêts !

Alors aux politiques, je dis ceci : « écoutez, comprenez, accueillez sans jamais méprisez la souffrance des gens ». Et à vous, très chers électeurs d'extrême-droite, je dis ceci : « ne laissez personne instrumentaliser votre souffrance, vous vendre des solutions faciles pour des problèmes complexes, vous valez tellement mieux ! » Peut-être suis-je naïf, mais j'ai l'espoir, voire l'audace, de croire que le vivre-ensemble n'est pas juste un concept poussiéreux, mais l'horizon vers lequel nous marcherons un jour côte à côte.

Amicalement,
Maroan Abdallah

Carte Blanche

La réélection de Donald Trump à la présidence des États-Unis marque un tournant inquiétant. Plus qu'une simple victoire politique, c'est une menace à long terme pour l'équilibre social et politique, non seulement aux États-Unis mais aussi pour l'ensemble des démocraties occidentales.

Si la montée de l'extrême droite en Europe suit des trajectoires similaires, elle soulève de grandes interrogations sur l'avenir de nos sociétés. En tant que **jeunes socialistes**, nous ne pouvons pas rester indifférent à cette dynamique. Loin de céder à la tentation de l'extrémisme, il est de notre devoir de proposer une alternative crédible fondée sur la solidarité, l'écosocialisme et la justice sociale. Nous devons incarner le refus de l'idéologie de division qui caractérise les discours populistes. Cette idéologie, qui fait du politique une scène de provocation permanente, est de plus en plus présente, non seulement à l'échelle mondiale, mais aussi à l'échelle nationale.

Prenons l'exemple de Georges-Louis Bouchez, qui a récemment avoué ne pas pouvoir choisir entre Donald Trump et Kamala Harris, tout en critiquant l'« outrance » de la politique américaine. Pourtant, à l'échelle locale, le président du MR adopte une stratégie qui n'est pas sans rappeler ces méthodes populistes : la stigmatisation des adversaires et le recours à des provocations pour alimenter un discours de division. Ce dernier a notamment attaqué la justice, qualifiée de « corrompue » par les socialistes, après le refus d'inclure Julie Taton sur sa liste à Mons, au motif qu'elle n'y résidait pas.

Plus récemment, il a mis en cause l'administration montoise, après un incident mineur où des ouvriers ont dû remplacer une bâche du PS, délogée par erreur. Ces attaques, bien que ponctuelles des institutions, illustrent une dérive qui nourrit un climat de méfiance envers les institutions et fragilise la cohésion sociale, une stratégie que l'on retrouve aussi chez des figures populistes comme Trump.

Cette dérive populiste n'est pas seulement une question d'attitude ; elle porte en elle un réel danger pour la démocratie. Si nous, jeunes socialistes, ne faisons pas front contre ce type de discours, nous risquons de voir nos sociétés basculer lentement vers une logique autoritaire et destructrice. Le combat contre l'extrême droite et la montée des idéologies populistes est plus que jamais d'actualité.

Notre génération doit porter l'espoir d'un avenir plus juste, plus solidaire et respectueux des droits humains. Les mois et années à venir seront décisifs.

La réélection de Trump nous rappelle que la démocratie, même la plus solide, peut être mise en péril par des forces extrémistes. Nous devons redoubler d'efforts pour défendre les valeurs de justice sociale et de démocratie. En Belgique, en Europe, et dans le monde, c'est notre rôle de construire des sociétés résilientes face à ces dérives, en plaçant l'avenir des plus vulnérables au centre de notre action.

Le chemin sera difficile, mais il est indispensable de résister à l'extrémisme sous toutes ses formes. Nous avons le devoir de porter un projet politique qui réponde aux défis de notre époque, notamment l'urgence écologique et les inégalités sociales. C'est ainsi que nous pourrons bâtir un avenir solide et équitable, loin des logiques de division et de destruction qui gagnent du terrain.

JOËY KUMPS
PRÉSIDENT DES JEUNES SOCIALISTES
DU BRABANT-WALLON



Cordon sanitaire : un rempart fragile mais essentiel

Depuis plusieurs années, l'Europe est confrontée à une montée inquiétante des partis d'extrême droite. La Belgique, elle aussi, ressent les effets de ce phénomène, en particulier en Flandre, où **le Vlaams Belang, parti nationaliste et anti-immigration**, ne cesse de gagner en popularité. Lors des dernières élections locales, la ville de Ninove a été marquée par le succès de *Forza Ninove*, une branche locale du Vlaams Belang, qui a recueilli une majorité absolue. Ce succès, bien que significatif, illustre les limites du cordon sanitaire dans certaines régions.

Le cordon sanitaire : deux facettes d'une stratégie belge

Le cordon sanitaire politique, instauré dans **les années 1990**, repose sur un accord clair entre les partis démocratiques de ne jamais s'allier, débattre ou gouverner avec l'extrême droite. Cet engagement, soutenu par des partis comme **le PS, le MR, Écolo, Les Engagés et Défi**, est appliqué à travers tout le pays, y compris en Flandre. Cependant, une spécificité distingue les régions francophones : le cordon médiatique. Contrairement à la Flandre, où les représentants du Vlaams Belang bénéficient d'une large couverture médiatique, les médias francophones belges leur refusent systématiquement une tribune. Ce choix éditorial, également en vigueur au Luxembourg, est unique en Europe et a été validé à plusieurs reprises par la justice comme étant conforme aux droits de l'homme.

Ces deux volets visent à empêcher la normalisation des discours populistes et à préserver les valeurs démocratiques belges.

Un contraste entre Flandre et Wallonie

Malgré l'application du cordon sanitaire, la situation diffère nettement entre la Flandre et la Belgique francophone. En Wallonie et à Bruxelles, ces mesures ont marginalisé l'extrême droite, qui peine à y trouver un électorat significatif. En Flandre, cependant, le Vlaams Belang a su capitaliser sur une absence de cordon médiatique et une dynamique politique différente. La montée du Vlaams Belang reflète également un malaise socio-économique auquel les partis traditionnels peinent à répondre. Ninove, bien qu'exemplaire de ce phénomène, n'est pas le signe d'une rupture du cordon sanitaire : l'obtention d'une majorité absolue par Forza Ninove rendait de toute manière inapplicable le principe du cordon politique.

Un rempart fragilisé

La montée en puissance de l'extrême droite s'explique en partie par une défiance croissante envers les partis traditionnels. Mais l'affaiblissement du cordon sanitaire, notamment en Flandre, joue aussi un rôle majeur. Sans cadre médiatique équivalent à celui en vigueur en Wallonie, les discours populistes gagnent en visibilité et en légitimité.

En Belgique francophone, le cordon reste un rempart efficace, mais son maintien nécessite une vigilance constante. Face à des défis tels que la crise économique, l'insécurité ou la migration, les partis démocratiques doivent offrir des solutions concrètes et inclusives pour éviter que l'extrême droite ne capte le mécontentement populaire.

Un choix démocratique, pas un paradoxe

Certains détracteurs voient dans le cordon sanitaire une atteinte à la liberté d'expression, mais cette critique ne tient pas. Les partis d'extrême droite conservent leur droit de se présenter aux élections et de s'exprimer publiquement. Les médias, quant à eux, exercent leur droit éditorial de refuser de leur donner une tribune, conformément à la loi. Le cordon sanitaire n'est pas une contradiction démocratique, mais une mesure de protection contre la banalisation des idées extrémistes. À l'heure où plusieurs pays européens intègrent des partis populistes dans leurs gouvernements, la Belgique francophone continue de tracer une ligne rouge claire, qui s'est retrouvée un peu plus à droite.

Préserver un rempart nécessaire

Le cordon sanitaire est un outil imparfait mais indispensable pour contenir la montée des idées d'extrême droite en Belgique. Si son affaiblissement se poursuit, les conséquences pourraient être lourdes, tant pour la cohésion sociale que pour les valeurs démocratiques.

Pour les partis démocratiques, la clé réside dans une double stratégie : maintenir le cordon tout en répondant aux préoccupations des citoyens. Ce n'est qu'en regagnant la confiance populaire que ce rempart pourra continuer à protéger la démocratie belge.



TOM JEUNEJEAN

L'extrême droite en Europe : Un retour inquiétant

L'essor de l'extrême droite en Europe suscite de vives inquiétudes. Les dernières élections ont confirmé une tendance de fond : **la progression de partis et de mouvements prônant des idées radicales, xénophobes et souvent autoritaires**. En exploitant les craintes liées à la mondialisation, à l'immigration et à la perte de repères, ces formations politiques parviennent à mobiliser une partie de l'électorat.

Les causes de cette montée sont multiples et complexes, mais ses conséquences pour les démocraties européennes sont considérables. En effet, **l'extrême droite fragilise le lien social, alimente les divisions et remet en cause les fondements de nos sociétés**. En exploitant les fractures sociales existantes et en instrumentalisant des identités complexes, telles que la région, la nation ou la religion. L'extrême droite excelle dans l'art de polariser la société. En divisant les populations et en les opposant les unes aux autres, elle facilite l'émergence de sentiments d'injustice et de colère qui peuvent être instrumentalisés à des fins politiques. L'exemple de Tom Van Grieken en Flandre illustre bien cette stratégie, où les tensions régionales sont exacerbées pour mobiliser un électorat. De plus, en désignant des boucs émissaires (étrangers, élites, minorités), l'extrême droite détourne l'attention des véritables problèmes et offre des solutions simplistes qui flattent les instincts les plus bas.

Les réseaux sociaux, en créant des "bulles filtrantes" où les individus sont confrontés à une information sélective, amplifient les mécanismes de polarisation et renforcent les préjugés. Ces algorithmes, conçus pour nous proposer du contenu susceptible de nous intéresser, contribuent à nous enfermer dans des « chambres d'échos » où nos opinions préexistantes sont constamment confirmées. Bien que les réseaux sociaux ne soient pas les seuls responsables de la polarisation, ils en accélèrent le processus et en exacerbent les effets. Cette polarisation a des conséquences profondes sur le débat public, en rendant le dialogue constructif de plus en plus difficile et en favorisant la montée des extrémismes. L'érosion de la confiance dans les institutions et la difficulté à trouver des compromis politiques en sont d'autres conséquences. Pour lutter contre cette polarisation, il est nécessaire de développer une éducation critique des médias, de promouvoir des algorithmes moins polarisants et d'encourager le dialogue entre personnes de points de vue différents.

L'extrême droite constitue une menace grandissante pour nos sociétés démocratiques en sapant les fondements mêmes de notre vivre-ensemble. En prônant un modèle sociétal homogène et en stigmatisant les minorités, elle exacerbe les divisions et alimente les haines. Le racisme, la xénophobie et l'homophobie, souvent véhiculés par des slogans simplistes et stéréotypés, en sont des exemples typiques. Les discours sur le "grand remplacement" ou sur l'omniprésence du wokisme dans la société en sont des illustrations parfaites. En outre, en remettant en cause l'État de droit, en diffusant des discours de haine et en propageant des fausses informations, elle fragilise le lien social et érode la confiance dans les institutions. Les mécanismes de manipulation utilisés par l'extrême droite sont nombreux : simplification des problèmes (par exemple, en réduisant l'immigration à un problème de sécurité), construction d'ennemis communs (les élites, les médias, les "autres"), exploitation des peurs et des angoisses (face à l'incertitude économique, à la mondialisation). Les discours sur les "élites déconnectées du peuple" ou les mouvements supposément "woke" cherchant à dominer la société, est une stratégie fréquente de l'extrême droite.

La montée de l'extrême droite n'est pas un phénomène nouveau. L'histoire nous rappelle les dangers des idéologies eugéniques qui ont ensanglanté notre continent au XXe siècle. Même si, il existe diverses formes ayant évolué de l'extrême droite, ses méthodes restent souvent les mêmes : manipulation des peurs, simplification des problèmes, construction d'ennemis communs. Les crises économiques, les inégalités sociales et la désaffection envers les institutions politiques créent un terrain fertile pour ces idées. Les réseaux sociaux, en amplifiant les échos et en créant des "bulles filtrantes", favorisent la diffusion de ces discours. Pour lutter efficacement contre l'extrême droite, il est nécessaire d'adopter une approche globale qui combine l'éducation aux médias, la promotion de la citoyenneté active, le renforcement du dialogue interculturel et la mise en œuvre de politiques sociales justes et efficaces. En agissant sur les causes profondes de la radicalisation, nous pourrions mieux protéger nos démocraties.



JS de Suède



“Stoppa Sossieriet!”

The rise of the far-right in the Swedish social democratic welfare state

The rise of Sweden's far-right movement has deep historical and political roots, distinct in its Swedish characteristics.

After WWII, Sweden didn't hold trials or purge fascist or Nazi movements. These groups remained on the fringes and dwindled as the Swedish welfare state, Folkhemmet, took shape. But as the 20th century turned into the 21st, ideas thought long dead began to resurface...

Neo-fascist roots of the Swedish Democrats (SD)

Founded in 1988, the Swedish Democrats (SD) aimed to unify far-right groups like BSS (Keep Sweden Swedish), the fascist 'Party of the Swedes', and the neo-Nazi 'Nordiska Rikspartiet' (name modelled after the 'Deutsche Reichspartei', and whose leader Vera Oredsson was an active member of the Bund Deutscher Mädel with her father being a member of the SA).

Among SDs founders was a former Waffen-SS volunteer.



The party's symbol, a burning flame in blue and yellow, mirrored other European fascist symbols, specifically MSI in Italy and National Front in France.

In the 80s and 90s, SD's ties to neo-fascist and neo-Nazi groups hindered its electability. Mid-90s reforms included purging neo-Nazi elements, banning uniforms, and adopting a more moderate nationalist stance. Despite this, collaborations with far-right groups persisted. During this period, current leader Jimmie Åkesson joined, eventually becoming party leader in 2005.

SD is not a common Nordic far-right party, while the other Nordic countries have anti-establishment parties turning right-wing, SD is a pure fascistic umbrella party for the far-right - more in common with MSI and National Front. This makes SD, by far, the most dangerous mainstream party in the Nordic region. Under Åkesson, SD modernised its image, aiming to appeal to mainstream voters.

Despite multiple and continuous ongoing scandals involving fascist, neo-Nazi, antisemitic, xenophobic, and sexist elements, the party gained 5.7% in 2010, entering Parliament. By 2022, they secured 20.5%, becoming the second-largest party and supporting the right-wing government. Their rhetoric has since radicalised, with recent reference to the neo-nazi 'Great Replacement theory' or what Åkesson called "population replacement" - committed by the SAP and "Marxist-liberal elites".

The Swedish one-party state

To understand how a far-right party thrived in a country known for social democracy and strong trade unions, we must examine the role of the Social Democrats (SAP) and the labour movement in 20th-century Sweden. SAP dominated from the 1940s to the 1980s, achieving over 50% in the 1940- and 1968 elections. This dominance enabled rapid modernization, the creation of a robust welfare state (Folkhemmet), and strong trade unions with minimal labour conflicts due to cooperative labour/kapital relations, known as the Swedish model.



During the postwar era Sweden became a *de facto* one party state under the SAP, a so called 'one-party dominant system', who together with a uniquely potent labour movement fashioned a profoundly indomitable and influential social democratic society, both within the framework of liberal democracy and parallel to it. This parallel society consisted of co-ops, tenant associations, educational organisations (folkhögskola/ABF), civil organisations and even banks, insurance companies and supermarkets - all organised by and loyal to the social democratic labour movement. This made the social democrats a truly popular movement capable of organising massive election turnout and a lively reform policy culture.

The Swedish cold war era is strongly linked with the SAP and the social democratic society that it created, so when the resurface of the right-wing parties in the 80s and 90s began it became a reaction against this leftist society. Though even with a strong wave of neoliberalism, still after 50 years since the first post-war right wing government, remnants of the social democratic legacy and society still remains with close union-party relations, ABF (Arbetarnas Bildningsförbund) and left-leaning civil society.





The anti-SAP government

The far-right grew as a reaction to neoliberal policies, the dismantling of the welfare state, and a rapid increase in asylum immigration. They blamed the SAP and the social democratic society. This animosity brought SD into the traditional right-wing fold, which saw an opportunity to weaken the SAP and the labour movement.

In the last decade, the right-wing has felt empowered to dismantle the remaining unity between the party, unions, and civil society.

Previously, the labour movement and the left were too strong and unified, but now, with the far-right causing division, the right-wing feels they can weaken the SAP and trade unions, with the help of the far-right. Their goal is clear: to stop "social democratic nonsense" –

Stoppa sosseriet!

ERIK SOLFORS





JS d'Espagne

RISE OF THE FAR-RIGHT MOVEMENT IN SPAIN AND CATALONIA

In recent years, the European Union has seen a resurgence of far-right political movements marked by nationalism, a strong anti-immigration message, and a rejection of liberal democratic values. In Spain and Catalonia, this has been particularly evident with the rise of VOX, a far-right party that has significantly influenced national and regional politics.

And, particularly in Catalonia, the rise of far-right ideologies has also manifested within the pro-independence movement with the creation of a new party called Aliança Catalana, further complicating the region's political landscape. Let's analyse more in depth how did the far-right get installed both in Spain, and later on, in Catalonia.

In Spain, the far-right had been largely dormant since the end of Franco's dictatorship in 1975. However, recent years have seen the rise of VOX, which was founded in 2013 by former members of the most conservative faction of the People's Party (PP).

It struggled initially but finally it found its footing by capitalizing on two key issues that have given them the approval of many in Spain:

- **Catalan Independence Movement:** VOX has positioned itself as a defender of Spanish unity against Catalan separatism, particularly after the 2017 independence referendum in Catalonia.
- **Conservative Values and Anti-Establishment Rhetoric:** VOX appeals to traditional values, advocating for stricter immigration policies and opposing progressive social reforms while presenting itself as an alternative to established political parties.

VOX's breakthrough came in the 2018 Andalusian regional elections (in the south of Spain), where it won 12 seats. In the April 2019 general elections, VOX secured 24 seats in the Spanish Congress. By November 2019, VOX had increased its presence up to 52 seats, becoming the third-largest party in the Spanish Parliament.



In the case of Catalonia, the rise of the far-right should be understood within a context of national identity and regional autonomy. Traditionally, Catalan nationalism has been aligned with left-wing or centrist political movements that advocate for greater regional autonomy or independence (with parties such as ERC or CUP). However, far-right movements have also gained ground in Catalonia, primarily as a reaction against the independence movement and perceived threats to cultural identity.

- **Catalan Pro-Independentism in Catalonia:** Aliança Catalana combines far-right ideology with support for Catalan independence, promoting a hardline stance on immigration while advocating for Catalonia's sovereignty. This party appeals to voters disillusioned with both mainstream pro-independence parties and the Spanish state.

- **Spanish Nationalism in Catalonia:** VOX has found support among those who oppose Catalan independence, emphasizing Spanish unity and using anti-immigration rhetoric to appeal to nationalist sentiments.
- **Immigration and Identity:** The far-right in Catalonia also leverages anti-immigration sentiments, arguing that immigration threatens both Spanish and Catalan cultural identities. This is a message that share both opponents VOX and Aliança Catalana. The latter capitalizes on fears of cultural change, focusing on preserving Catalan identity from perceived threats posed by immigrants and non-Catalan Spaniards.

While VOX has had limited success in Catalonia due to the region's progressive traditions and distinct identity, the emergence of Aliança Catalana has added complexity to the political landscape. While still small, Aliança Catalana has started making gains in local elections, especially in smaller towns and rural areas, and obtained two deputies in the last autonomic election on May 2024.



This development indicates that far-right ideologies can also gain traction within the pro-independence movement in Catalonia. This new political paradigm challenges Spanish and Catalan democratic norms and institutions, as they often reject liberal democratic values, such as minority rights, freedom of the press, and the rule of law. Firstly, VOX's calls for suspending Catalonia's autonomy and imposing direct rule from Madrid threaten democratic principles and the stability of Spain's political system. Secondly, these two parties also seek to curtail freedom of expression, particularly when it involves criticism of their policies or ideology, leading to a reduction in the diversity of viewpoints in public debate.

To conclude, the rise of the far-right in Spain and Catalonia reflects broader trends across Europe, where economic uncertainty, social change, and political disillusionment have fueled support for nationalist, anti-immigrant, and authoritarian movements.

- In Spain, VOX has become a significant political force, while in Catalonia, far-right nationalism has emerged as a reaction to the failed independence movement. Addressing the root causes of far-right support—such as economic inequality, social insecurity, and political alienation—is essential to countering the appeal of these movements and ensuring a more inclusive and stable future for Europe.

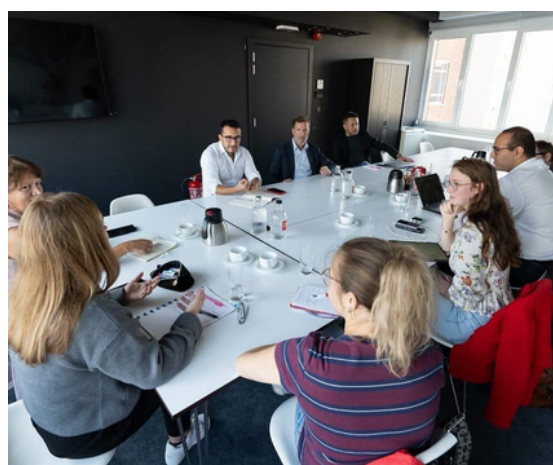
EUGENIA DI POLITO



Récap 2024



Récap 2024



Jeune Garde Socialiste